



Association Tunisienne  
de Défense des Libertés  
Individuelles

# المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE  
THE WEEKLY PRESS REVIEW

# *Media Libre* 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 06-04-2018</p> <p>Wafa Samoud</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Condamné à la peine de mort au Qatar, la famille du Tunisien Fakhri Landolsi clame son innocence, le ministère des Affaires étrangères intervient</b></p> <p>Le ministère des Affaires étrangères a rassuré sa famille. Sa mère, sa tante, sa famille, ses amis... tous crient à son innocence. Condamné pour une affaire de meurtre au Qatar, Fakhri Landolsi, un jeune tunisien âgé de 26 ans, risque d'être exécuté dans les jours qui viennent. Titulaire d'une maîtrise en anglais, le jeune homme originaire de Kairouan, s'est rendu au Qatar en 2016 pour y travailler et aider sa famille à sortir de la précarité. Mais depuis près de 10 mois, son destin a basculé. "Nous avons perdu contact avec lui depuis mi-ramadan dernier" a précisé sa tante sur les ondes de Sabra Fm. Sa famille n'a reçu aucune nouvelle de sa part jusqu'à ce qu'il la contacte, 3 mois après, pour l'informer qu'il est derrière les barreaux dans l'attente de son procès, en ignorant les motifs de son arrestation. "Toute la famille s'est mobilisée pour comprendre ce qui se passe, mais aucune explication ne lui a été donnée", souligne sa mère, dans une déclaration accordée à Mosaïque Fm. Récemment, elle a été informée qu'il est accusé de meurtre au Qatar. "Durant son incarcération, Fakhri n'a jamais reçu la visite d'un avocat, ni d'aucune autre personne" a noté sa mère. "Le dernier appel de Fakhri date de deux jours" a indiqué la mère. "Mon fils nie complètement les faits, et il n'a aucun lien avec le crime en question. Il m'a avoué, d'ailleurs, ne pas connaître la victime" a-t-elle poursuivi en clamant l'innocence de son fils unique. Dans son dernier appel, Fakhri lui a annoncé que le verdict est tombé le 28 mars dernier et qu'il sera exécuté dans les jours à venir.</p> <p>Le ministère des Affaires étrangères se mobilise</p> <p>Réagissant à ces propos, le directeur de l'information au sein du ministère des Affaires étrangères, Bouraoui Limam est intervenu sur les ondes de Mosaïque Fm pour rassurer la famille de Fakhri. Il a expliqué que les autorités tunisiennes suivent de près le dossier du jeune homme et œuvrent par tous les moyens pour garantir ses droits. Il a annoncé qu'un avocat lui sera dédié pour faire appel du verdict. D'autre part, il a souligné l'impossibilité d'exécuter la peine capitale en quelques jours. Selon la loi qatarie, un délai d'un mois est accordé pour faire recours, a-t-il expliqué.</p>
<p><b>RÉALITÉS</b> 45000 MAGHREB INDÉPENDANT - FONDÉ EN 1979 <i>Online</i></p> <p>06-04-2018</p> <p>F.K</p> <p><a href="http://realites">realites</a></p>	<p><b>Al Haouaria : un père enterre vivant l'ami de sa fille et viole cette dernière !</b></p> <p>Un jeune homme de 31 ans a trouvé la mort à Al Haouaria, relevant du gouvernorat de Nabeul, dernièrement. Selon les derniers éléments révélés par l'enquête en cours, il a été assassiné par le père de sa petite amie, elle-même complice de son père pour la réalisation du plan macabre. La jeune femme, âgée de 22 ans, a attiré le trentenaire à son domicile pour le</p>

piéger. Lors de son interrogatoire, elle a assuré que c'était son père qui l'avait obligée à agir de la sorte vis-à-vis de la victime. Le jeune homme a été molesté puis enveloppé dans un grand sac en plastique et, à la fin, enterré vivant dans l'une des exploitations agricoles de la région. D'après d'autres éléments évoqués par Assarih Online ce vendredi 6 avril 2018, le jeune fille a avoué que son père l'avait agressée sexuellement à 4 reprises après l'enterrement de la victime. C'est le père de la victime qui a alerté les sécuritaires de la disparition de son fils depuis le 31 mars dernier. L'enquête, par la suite, a permis de découvrir l'impensable. L'accusé – le père -, de son côté, est âgé de 63 ans.



06-04-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

### **BCE: bientôt la femme héritera comme l'homme**

Béji Caïd Essebsi, président de la République a indiqué dans un discours prononcé à l'occasion de la 18e commémoration du décès du leader Habib Bourguiba que prochainement la femme héritera comme l'homme en Tunisie. Le président a rappelé que la femme a une position importante dans le pays. "60% des diplômés du supérieur sont des femmes. 60% des médecins sont aussi des femmes et 45% des magistrats sont des femmes... Le leader Habib Bourguiba assurait que l'avenir réside dans la libération de la femme tunisienne".



06-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

### **Le SNJT appelle à fournir une protection au journaliste Mouldi Zouabi et à sa famille**

Le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a condamné, vendredi, l'enlèvement du fils du journaliste Mouldi Zouabi, secrétaire général de la section du syndicat dans le nord-ouest et correspondant de l'agence TAP à Jendouba. Selon le SNJT, quatre individus en voiture ont enlevé, jeudi soir, le fils de Mouldi Zouabi, 12 ans. Ils ont essayé de le terroriser et l'ont séquestré pendant trois heures. Il a été interrogé sur le travail de son père avant d'être abandonné dans un lieu désert. L'enfant a été contraint de marcher dans l'obscurité avant d'arriver dans un café où il a demandé de l'aide. Le SNJT a exprimé sa totale solidarité avec Mouldi Zouabi et sa famille ainsi que son engagement à assurer le suivi du dossier de cette affaire, estimant que les ravisseurs se sont livrés à un acte criminel grave. Le syndicat a appelé le ministère de l'Intérieur à fournir une protection au journaliste et à sa famille et exhorté les autorités à tout mettre en œuvre pour identifier, au plus vite, les auteurs de l'enlèvement. Il a, aussi, appelé les structures concernées à fournir les soins médicaux et l'encadrement psychologique nécessaires à l'enfant enlevé. Dans une déclaration au syndicat des journalistes, Mouldi Zouabi a indiqué que les ravisseurs, deux barbus et deux cagoulés, ont empêché son fils de crier à l'aide et lui ont posé plusieurs questions sur la nature du travail de ses parents, ajoutant qu'ils l'ont menacé de tuer son père en cas de refus de leur dire la vérité. Mouldi Zouabi estime que l'enlèvement pourrait avoir un lien avec le travail qu'il a récemment effectué sur les dossiers de corruption, dont les dossiers de contrebande de bovins et viandes rouges périmées au Grand Tunis et à Jendouba. Le Centre de Tunis pour la liberté de la presse (CTLP) a exprimé la crainte que cet incident grave ne soit un avertissement pour Zouabi en

raison de son travail, mettant en garde contre de nouvelles pressions sur le journaliste et les membres de sa famille. Le CTLP a appelé toutes les structures professionnelles et particulièrement les structures judiciaires à tout mettre en œuvre pour identifier les auteurs de l'enlèvement. "L'impunité sert les intérêts des corrompus et pourrait décourager les journalistes d'ouvrir les dossiers de corruption de crainte de porter atteinte à leur sécurité", souligne le centre.

### مقالات باللغة العربية



05-04-2018

خديجة يحياوي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

#### على خلفية هجومه على الزعيم الراحل الحبيب بورقيبة: الشيخ لطفى الشندرلي يقاضي «ريكوبا»

أعلن الشيخ الزيتوني لطفى الشندرلي رئيس المركز الدولي لحوار الحضارات والاديان والتعايش السلمي في تصريح له «الشروق» ان المركز قرر تقديم قضية جزائية ضد الناشط برابطات حماية الثورة سابقا محمد امين العقربي والملقب «بريكوبا» وذلك على خلفية الفيديو الذي نشر لوقف احتجاجية امام مقر هيئة الحقيقة والكرامة اظهر فيه ريكوبا بصدد سب وشم الزعيم الحبيب بورقيبة والتهم عليه .

واكد لطفى الشندرلي ان «ريكوبا» توجه نحو الزعيم بأبشع النعوت التي لا تليق بالانسانية مؤكدا ان ما أقدم عليه مخالفا للقوانين المدنية والقوانين السماوية التي أوجبت احترام الميت.

وتابع الشندرلي ان الزعيم الراحل قدم العديد من التضحيات وأسس الدولة التونسية وكان له فضل على التونسيين ،في حين ان المدعو ريكوبا بصدد التحريض على بورقيبة من خلال سبه وشمته والاساءة اليه مضيئا ان هذا التطاول يمس من تونس والتونسيين وبناء على ذلك قرر المركز مقاضاته.

وطالب الشندرلي النيابة العمومية بفتح تحقيق في هذه التصريحات ووضع حد لتصريحات المدعو «ريكوبا» التي قال انها في كل مناسبة تثير الجدل وان هذا الشخص معروف بارتباطه برابطات حماية الثورة التي تم حلها قضائيا وانه بصدد خدمة اجندة سياسية وصفها بالخبيثة وتهدف الى زعزعة الاستقرار السياسي بالبلاد.



06-04-2018

[hakaekonline](http://hakaekonline.com)

#### ” تعلم عوم“: حملة شعبية ضد الممارسات القمعية

أطلق عدد من النشطاء التونسيين ورواد مواقع التواصل الاجتماعي حملة شعبية تحت عنوان “تعلم عوم” تنديدا بما اعتبروها ممارسات قمعية مُورست ضد جماهير الرياضة وبالأخص الجماهير العاشقة لكرة القدم. الحملة أطلقتها جماهير النادي الافريقي اثر وفاة احد محبي الفريق غرقا في وادي مليون برادس اثر مطارده من طرف بعض أعوان الأمن بعد نهاية مباراة فريقه مع منافسه أولمبيك مدينين. ولاقت هذه الحملة تفاعلات كثيرة من الجماهير حيث وضع الكثير من التونسيين، سواء كان من جماهير الإفريقي أو جماهير الفرق الأخرى، صورة الشاب المرحوم عمر العبيدي في صفحاتهم بموقع الفيسبوك ودونت عليها عبارات “تعلم عوم” شعار “تعلم عوم” تم استنتاجه من شهادة تونسي كان شاهد عيان على قيام أعوان الامن بمطاردة الشاب المتوفى واجباره على القفز في وادي مليون رغم أنه أعلمهم بأنه لا يجيد السباحة وكانت إجابة أحد الأمنيين له “تعلم عوم”. وأثارت حادثة وفاة عمر استنكارا وتنديدا لدى عدة جهات سياسية ورياضية وفي الشارع الرياضي باستثناء الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان التي خيرت الصمت أمام هذه الحادثة. في الأثناء أذن رئيس الحكومة يوسف الشاهد بفتح تحقيق إداري وتعهده قضائي لتحديد المسؤوليات و استقبال وزير العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الانسان، المهدي بن غريبة ووزيرة شؤون الشباب والرياضة، ماجدولين الشارني صباح اليوم أسرة الفقيد عمر العبيدي.

 <p>06-04-2018 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>المفكر محمد شحرور: 'القرآن مع المساواة في الميراث'</b></p> <p>قال اليوم الجمعة 06 أبريل 2018 المفكر السوري محمد شحرور، إن الذكر يأخذ مثل حظ الأنثى تماما في الميراث طالما عدد الإناث على عدد الذكور يساوي الضعف أو أقل. وأوضح محمد شحرور في تصريح لشمس أف أم على هامش محاضرة قدمها اليوم تحت عنوان 'المساواة في الميراث والحريات الفردية'، أن حصة الذكر تكون أكثر من الأنثى عندما تتجاوز نسبة الإناث للذكر الواحد اثنين فما فوق، وكلما زادت النسبة زادت حصة الذكر. وفسر المتحدث ذلك قائلا 'إذا وُجدت 6 إناث وذكر واحد، فالذكر يأخذ حظ 3 إناث'. واعتبر شحرور الخلاف في تونس يتعلق بالوصية التي يتركها صاحب الميراث.</p>
 <p>05-04-2018 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>مساعدة مخرج كليب بلطي وسوبر ساكو تؤكد عدم التصوير في منطقة عسكرية</b></p> <p>أكد مساء اليوم الخميس، الناطق الرسمي باسم وزارة الدفاع الوطني العقيد بلحسن الوسلاتي، أن فريق تصوير كان متواجدا في ميدان الرمي العسكري ببوفيشة الذي تتدرب فيه الوحدات العسكرية بمختلف أنواع الذخيرة، وتم التنبيه على طاقم التصوير وطلب من أفرادهم مغادرة المكان في مرحلة أولى. وتابع الوسلاتي في تصريح لموزاييك، أن فريق العمل غادر المكان إثر ذلك، ثم عاد مرة ثانية وهو ما دفع الوحدات العسكرية لإعلام المحكمة العسكرية لاتخاذ الإجراءات القانونية في شأنهم. من جانبها، أكدت أمل الرويسي مساعدة مخرج الفيديو كليب الذي يصور للأغنية الجديدة لفنان الراب بلطي والفنان الأرميني سوبر ساكو في منطقة حمام بنت الجديد التابع لمعتمدية الحمامات من ولاية نابل، أن الفريق قد حط الرحال في المنطقة صباح اليوم بعد أن تسلم التراخيص اللازمة من وزارة الثقافة، واعلام مركز الحرس الوطني بالمنطقة. وأفادت الرويسي أنه وبعد 3 ساعات من نصبهم الخيام وتجهيز المعدات للبدء في التصوير، قدمت سيارات تابعة للجيش الوطني وطلبوا من الابتعاد قليلا عن المكان "لأنه يدخل في مجالهم وقريب من مجال الرماية" وتمت مرافقتهم إلى مكان يبعد حوالي 1000 متر عن المكان الأول. وأكدت المتحدثة أنهم طبقوا تعليمات أعوان الجيش الوطني، وبدؤوا التصوير، أين فوجؤوا مرة أخرى بسيارات الجيش وتم نقلهم إلى مركز الحرس بالمنطقة، أين تم إيقافهم إلى حين فتح بحث تحقيقي وتم تدوين أقوالهم. وشددت الرويسي على أن ما حصل "فضيحة" في حق الفريق والمخرج محمد الميساوي الذي صور كليبات ناجحة عديدة.</p>

**Le 05-04-2018**

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 05-04-2018 Rihab Boukhayatia <a href="http://huffpostmaghreb">huffpostmaghreb</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Assistons-nous à une remise en cause de la contraception et de l'avortement en Tunisie?</b> <b>La PDG de l'ONFP Rafla Tej Dallagi s'explique</b></p> <p>Certains se sont mobilisés pour tirer la sonnette d'alarme sur un ONFP en péril, guetté pas un personnel médical nonchalant et par des politiques qui veulent s'attaquer à ce sentier d'un modèle de société qui les dérangent. Fondé en 1973 afin de conduire une politique de naissance qui allait de pair avec les stratégies de développement, l'Office national de la famille et de la population (ONFP), placé sous la tutelle du ministère de la Santé, est une institution qui a contribué durant 45 ans à consolider les acquis des femmes tunisiennes en matière d'accès gratuit aux droits reproductifs et sexuels. Ce n'est pas un hasard si la création</p>



de l'ONFP coïncidait avec la légalisation de l'avortement en Tunisie en 1973. Depuis 45 ans, il y a eu tant de ministres de la Santé qui se sont succédés, et tant de chamboulements politiques. Cette citadelle de la politique démographique a-t-elle subi les aléas des changements des époques et des dirigeants? L'attente et la vigilance qui accompagnent la nomination des PDG de l'ONFP témoignent du poids stratégique de cette institution. Aujourd'hui, certains se sont mobilisés pour tirer la sonnette d'alarme sur un ONFP en péril, guetté par un personnel médical nonchalant avec la loi et par des politiques qui veulent s'attaquer à ce sentier d'un modèle sociétal qui les dérangent. Afin d'en savoir plus, le HuffPost Tunisie est allé à la rencontre de la PDG de l'ONFP Rafla Tej Dellagi.

#### La disponibilité des moyens de contraception

Alors que la polémique enfle sur la pénurie des pilules contraceptives en Tunisie, la PDG de l'ONFP tient à préciser que cette problématique ne concerne pas les établissements publics: "Depuis 2007 nous n'avons plus le monopole de l'approvisionnement des pilules contraceptives, donc notre approvisionnement est indépendant de celui du secteur privé. Par conséquent, nous n'avons aucun problème de rupture de stock à ce niveau. Idem pour tout ce qui concerne les préservatifs". Rafla Tej Dellagi précise qu'en moyenne 80.000 pilules contraceptives sont distribuées chaque année par les institutions publiques de santé. Si l'ONFP est épargné par la pénurie des pilules contraceptives, il en est autrement pour les stérilets, le moyen de contraception préféré des femmes mariées. Depuis un an, l'ONFP ne dispose d'aucun arrivage de stérilets. La faute à un appel d'offre qui a mal tourné. Le fournisseur, le seul qui a été retenu, leur a livré des stérilets non-conformes aux normes. Pour lancer un nouvel appel d'offre, il a fallu attendre un an. Entre temps, l'ONFP a rassemblé tout les restes de leurs stocks éparpillés dans les différents planning et les a redistribué, a-t-elle ajouté. "Il n'y avait pas de rupture de stock à proprement dit mais on rationalisait la distribution", a expliqué la PDG de l'ONFP. Les femmes ont été dirigées vers d'autres moyens de contraception comme les pilules ou la méthode injectable, a-t-elle souligné. Elle a confié également qu'un nouvel arrivage de stérilets leur parviendra "très bientôt". Le conteneur est arrivé en Tunisie, les tests de contrôle de conformité sont en train d'être réalisés sur cette nouvelle importation.

#### Qu'en-t-il de l'avortement?

Plusieurs observateurs ont alerté sur les pratiques du personnel médical hospitalier qui s'abstiendrait d'offrir les services de contraception et d'avortement en avançant leurs croyances morales et religieuses. L'accès à ces services est carrément inexistant dans certaines régions, ont mis en garde certains observateurs. Sur ce sujet, la PDG de l'ONFP reconnaît des "dépassements aberrants" et "des pratiques illégales". "Comme toutes les institutions en Tunisie, nous avons subi les contrecoups de l'extrémisme et des courants rétrogrades, mais

nous en sommes conscients et nous travaillons à y remédier à travers la formation du personnel notamment”, dit-elle. Après la révolution, des membres du personnel médical des plannings ont été menacés et sommés de ne plus exercer leur métier car ils étaient accusés “d’encourager la débauche”, quand d’autres se sont mobilisés eux-mêmes pour faire arrêter l’accès à la contraception et à l’avortement. Le bilan: cinq planning dont deux à Kasserine, deux à la Manouba et un à la Mahdia ont été brûlés, quand d’autres ont arrêté de fournir ces services. “Nous avons su gérer calmement ces menaces. Tous les établissements offrent leurs services en la matière actuellement”, a avancé la PDG de l’ONFP. Rafla Tej Dellagi balaie les craintes d’un changement de politique concernant le droit à l’accès gratuit à la contraception et à l’avortement en se basant sur le fait que plus de deux milliards du budget de l’ONFP est consacré à la contraception, le nombre d’avortements dans les établissements publics a augmenté: plus de 15 mille en 2015, 17 mille en 2016 et un peu plus de 17 mille en 2017. “Nous ne pouvons pas revenir sur ces acquis sachant que l’avortement contribue à hauteur de 13% à la baisse de la mortalité maternelle et que la contraception y contribue à 6%”, a-t-elle insisté. “La politique de l’État après l’indépendance était anti-nataliste. Aujourd’hui notre objectif est autre. Nous misons sur l’espacement des naissances, l’égalité, un meilleur accès à nos services, sur l’éducation, la prévention et la prise en charge de la violence, etc”, a-t-elle souligné. Dans ce cadre, Rafla Tej Dellagi plaide pour la réactivation de l’ancien Conseil national de la population, qui était une instance collégiale chargée d’étudier et de mettre en place les politiques de développement en adéquation avec une stratégie démographique. Elle appelle également à introduire l’éducation sexuelle dans les manuels scolaires: “Si on veut instaurer de bonnes pratiques de droits reproductifs et sexuels, et ériger un modèle sociétal solide et sain, il faut commencer par l’enfance et même la petite enfance”, a-t-elle conclu.

**RÉALITÉS**  
AL-JOURNALE AL-NAHDA - TOKRE EN L'UN *Official*

05-04-2018

[realites](#)

**Un couple pris en flagrant délit d’acte sexuel dans une « Zaouia »**

D’après Al-chourouk, les unités sécuritaires relevant de la brigade de la police judiciaire à Hammam Sousse ont procédé ce jeudi 05 avril 2018 à l’arrestation du gardien d’une « Zaouia » et d’une jeune fille. Selon la même source, le couple, a été pris en flagrant délit d’ébats sexuels dans l’une des chambres de ladite « Zaouia ». Après consultation du ministère public, il a été décidé de maintenir les deux individus en état de détention en attendant leur comparution devant la justice.

**mosaique fm**

05-04-2018

[mosaiquefm](#)

**ISIE: 49% des candidats aux municipales sont des femmes**

L’ISIE a annoncé que la justice administrative a décidé de réintroduire 6 listes candidates aux élections municipales. Ainsi, le nombre définitif des listes est 2074. Les 6 listes concernent 3 de coalition, deux indépendantes et deux listes partisans. Une liste validée par l’ISIE a été supprimée par la justice. Le correspondant de Mosaïque FM à la conférence de presse que 52% des candidats sont âgés de moins de 35 ans et 49% sont des femmes. 8 listes ont été

transformées pour devenir indépendantes et deux listes de coalition sont devenues indépendantes. Concernant l'encre électorale, l'ISIE a assuré qu'elle n'a pas reculé. Donc, jusqu'à cette heure, l'encre ne sera pas utilisée. Mohamed Tlili Mnasri, président de l'ISIE a fait savoir que 1055 listes partisans, 159 listes de coalition et 860 listes indépendantes ont été validées définitivement.



05-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

### Les saoudiennes interdites de fouiller dans le téléphone de leurs conjoints!

L'Arabie saoudite cherche à convaincre qu'elle est engagée sur la voie des réformes. Dernière mesure en date : les femmes n'auront plus le droit d'espionner le téléphone de leurs conjoints, sous peine de fortes amendes ou d'un emprisonnement. Alors que les droits des femmes progressent timidement en Arabie saoudite, les épouses vont désormais être protégées de la curiosité de leur mari (et réciproquement). «Les personnes mariées planifiant d'espionner leur conjoint ou conjointe en Arabie saoudite devront y réfléchir à deux fois car cette activité pourrait leur valoir une amende de 500 000 riyals (108 000 euros) en plus d'une peine de prison d'un an», a annoncé le ministère de l'Information saoudien dans un communiqué publié en anglais. Cette disposition s'inscrit dans une nouvelle loi contre la cybercriminalité entrée en vigueur la semaine dernière et qui doit, selon les autorités, «protéger la moralité des individus et de la société mais aussi la vie privée». Elle a été adoptée pour répondre à «une hausse continue de délits cybernétiques tels que le chantage, la fraude et la diffamation», a poursuivi le ministère. Royaume ultraconservateur s'appuyant sur une version rigoriste de l'islam, l'Arabie saoudite est l'un des plus gros consommateurs d'applications pour téléphones portables et de réseaux sociaux. Plus de la moitié des Saoudiens ont moins de 25 ans et voient le monde numérique comme une échappatoire aux structures officielles et aux traditions. La législation saoudienne sur la cybercriminalité fait l'objet de très nombreuses critiques de la part des organisations internationales de défense des droits de l'Homme.

### مقالات باللغة العربية



05-04-2018

مكرم السعيد

[alchourouk](http://alchourouk.com)

### سوسة: ضبطته الشرطة وهو يمارس الجنس مع فتاة داخل مقام ولي صالح!

تمكنت فرقة الشرطة العدلية حمام سوسة منذ قليل إثر عملية مراهمة لمقام ولي صالح من القبض على المشرف على المقام صعبة فتاة بإحدى غرفه بصدد ممارسة الجنس حيث تمت مراجعة النيابة العمومية التي أذنت بدورها بالاحتفاظ به حتى يتم عرضه في الأيام القليلة القادمة على إحدى الدوائر القضائية من أجل ما نسب إليه.



05-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

### الهايكا: إيقاف برنامج 'من الأستديو' على قناة 'الجنوبية' لمدة شهر

قررت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري (الهايكا)، اليوم الخميس، إيقاف برنامج "من الأستديو"، الذي تبثه قناة "الجنوبية" لمدة شهر ابتداء من تاريخ صدور هذا القرار، وسحب الحلقة موضوع المخالفة من الموقع الإلكتروني للقناة ومن جميع المواقع الاجتماعية التابعة لها. وأوضحت الهيئة، في بلاغ لها، أن قرار الإيقاف مرده ما تضمنته حلقة البرنامج



المذكور، التي بثت يوم 3 أبريل الجاري، من "خطاب كراهية وتحريض وتكفير وخطاب سب وشتم دون تدخل مقدم البرنامج"، في مخالفة صريحة للفصل السادس من الدستور والمادة 20 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية والفصل 05 من المرسوم عدد 116 لسنة 2011 والفصول 14 و23 و24 من كراس الشروط المتعلقة بالحصول على إجازة إحداث واستغلال قناة تلفزيونية خاصة.

رئاسة الحكومة رخصت منذ 21 مارس لفريق جزائري لإدخال معدات تصوير لتونس



05-04-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

قالت مصادر من رئاسة الحكومة لموزاييك إنه تم الترخيص منذ 21 مارس 2018 لفريق من الاعلاميين الجزائريين لإدخال معدات التصوير من مطار تونس قرطاج الدولي، كما تم في التاريخ ذاته الترخيص لهم بالتصوير في مدينة ياسمين الحمامات وسوسة والمنستير والمهدية وذلك في إطار العمليات الترويجية للسياحة التونسية في السوق الجزائرية. كما نفى المصدر ذاته ما جاء على لسان محمد علي بوزيد صاحب أحد النزل حول حجز معدات التصوير التابعة لهذه القنوات بمطار تونس قرطاج الدولي بسبب عدم امتلاكهم ترخيصا من قبل رئاسة الحكومة.

**Le 04-04-2018**

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p><b>AL HUFFINGTON POST</b> MAGHREB - TUNISIE</p> <p>04-04-2018</p> <p>Wafa Samoud</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Les prisons tunisiennes comptent 77 condamnés à mort</b></p> <p>L'OCTT déplore des méthodes de torture "très dures" dans les prisons tunisiennes.</p> <p>Ils sont 77 à attendre la fin de leur vie dans le couloir de la mort en Tunisie. D'après le vice-président de l'Organisation Contre la Torture en Tunisie (OCTT), Chokri Letaief, certains nombre de ces détenus sont soumis au régime de l'isolement et subissent des pressions psychologiques, des mauvais traitements et de la torture. Il a rappelé, dans une déclaration accordée à Mosaïque Fm, que malgré l'amélioration de leur situation par rapport à la période d'avant la révolution notamment par l'octroi de nouveaux privilèges telle que l'autorisation des visites, ces derniers souffrent encore de mauvaises conditions. Il a, d'ailleurs, réitéré l'appel de l'OCTT, qui préside la Coalition nationale tunisienne contre la peine de mort, en faveur de l'abolition de la peine capitale, la qualifiant de violation du droit à la vie. Bien que le pays observe un moratoire sur les exécutions depuis 1991, la peine capitale reste encore un sujet tabou en Tunisie. Le débat sur la peine capitale n'a jamais été réellement posé en Tunisie, pourtant, l'opinion publique semble avoir un avis tranché. Selon un récent sondage de l'institut 3C Etudes, 70% des Tunisiens se déclarent favorables à la peine de mort. D'ailleurs, la nouvelle loi antiterroriste, adoptée en juillet 2015, a maintenu la peine de mort malgré des appels à l'abolir. Depuis l'indépendance, la Tunisie a connu 135 exécutions dont 129 sous le règne d'Habib Bourguiba. Arrivé au pouvoir suite à un coup d'État en 1987, Ben Ali voulait se démarquer de son prédécesseur. Dans une interview accordée au journal Le Monde le 10 septembre 1988, il déclare: "Je ne me vois décidément pas en train de signer un arrêt de mort".</p>

Il en a signé 6 finalement, le dernier en 1991. Le pays observe depuis, un moratoire de fait sur la peine capitale, sans jamais avoir franchi le cap de l'abolition.

Torture dans les prisons: L'OCTT tire la sonnette d'alarme

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Tunis consacrée à la présentation du rapport annuel 2017 de l'OCTT, la présidente de l'Organisation Radhia Nasraoui a révélé, d'autre part, que 5 cas de décès des suites de la torture ont été enregistrés l'année dernière dans les centres de détention et les prisons tunisiennes. Elle a, en effet, dénoncé le recours persistant à des méthodes de torture "très dures" dans les prisons et les centres de détention en critiquant notamment le laxisme de l'État et son manque de sérieux pour mettre fin à ce phénomène. Pour sa part, le secrétaire général de l'OCTT, Mondher Cherni a fait savoir que 79% des plaintes déposées par l'Organisation contre les auteurs de mauvais traitements sont toujours au stade de l'enquête préliminaire. Selon le rapport de l'OCTT, les postes de police sont classés en tête des lieux où des atteintes sont commises (35%), suivis des prisons (32%) et les lieux publics (24%). La police est classée en tête des autorités responsables d'atteintes (61%), les prisons (33%) et les districts de la Garde nationale (6%), rapporte la TAP.

04-04-2018

### **La liberté de disposer de son corps est un droit humain tabou!**

Fériel Berraies

[huffpostmaghre](http://huffpostmaghre)

[b](#)

Entre contraception et avortement légal en régression en Tunisie et avortement clandestins au Maroc, le sexe et dérivés, reste toujours un grand sujet de débats et de critiques dans nos régions. Je reviens de la Women Tribune d'Essaouira, où je fus invitée en tant que chercheur et activiste et où j'ai eu le loisir d'échanger avec certains de mes confrères sur des problématiques qui me tiennent à cœur. D'abord avec Nadia Bezaud Présidente de l'OPALS (Organisation Panafricaine de lutte contre le Sida) et le fait que de plus en plus de femmes sont touchées dans la région, mais également le Professeur Chafik Chraïbi Président fondateur de l'association marocaine de lutte contre l'avortement clandestin (AMLAC) sur la problématique des avortements illégaux et les drames humains que cela engendre, dans un pays qui refuse de légitimer l'avortement. Ce billet je l'écris non pas pour légitimer la pratique de l'avortement, mais pour mettre en lumière les souffrances et les drames humains que peut engendrer le non recours à l'avortement, dans des cas extrêmement compliqués comme le viol, l'inceste, la pauvreté, la désinformation... . Et parce que l'humaniste et l'activiste, met toujours de côté la religion quand il s'agit d'aborder l'épineux problème des droits humains. Car si l'on devait encore une fois enfermer la femme arabe et ou musulmane ou femme tout court sous un prisme religieux, je pourrais au moins affirmer que dans le Coran, aucun texte n'interdit

l'avortement, tout comme aucun texte ne l'encourage! Et donc c'est normalement le bon sens qui devrait déterminer cet acte ou tout acte en général et non les coutumes.

Je vais donc faire travailler le bon sens en écrivant ce billet.

La Tunisie a été le premier pays d'Afrique et le premier pays du monde arabe à légaliser l'avortement, sans condition, en 1973. Aujourd'hui, c'est le pays de référence en terme de liberté pour les femmes et de planning familial entre autre. D'autres pays d'Afrique ont emboité le pas, comme le Cap-Vert, l'Afrique du sud et plus récemment, le Mozambique. Mais l'avancée reste minime. Les femmes sont encore "prisonnières" des mentalités rétrogrades et ne peuvent disposer de leur droit le plus élémentaire "disposer de leur corps" enfermées entre le tabou, la religion, la moralité. Et cela est pire quand il s'agit d'une femme célibataire. Pourtant il nous faut parvenir à cette "émancipation" car elle signifierait la protection de la femme et de l'enfant, d'améliorer la protection et la santé des femmes, de contrôler les flux des naissances, d'éviter pas mal de drames humains.

Tunisie et Maroc l'avortement entre avancée, reculs et négation

Entre contraception et avortement légal en régression en Tunisie et avortement clandestins au Maroc, le sexe et dérivés, reste toujours un grand sujet de débats et de critiques dans nos régions.

Les grossesses non désirées sont une réalité qui se chiffre

Et cela on ne peut le nier et en aucun cas cela ne devrait être la baromètre de la moralité de nos jeunes filles et ou femmes! On compterait 6.000 avortements par année en moyenne en Tunisie, selon une récente étude de l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP). Dans l'écrasante majorité des cas, cela concernerait 80 % de femmes mariées et le reste seraient des femmes célibataires (20%). L'ONFP aurait dévoilé par ailleurs que 13.000 avortements auraient été pratiqués dans les établissements publics. Les femmes victimes de viol constituent la première catégorie de celles qui ont recours à l'avortement. Le célibat de la femme est la deuxième cause d'avortement. La grossesse non-désirée ou non programmée est la troisième raison qui pousserait la femme à avorter. Ce sont les chiffres des avortements déclarés et faits dans les établissements de santé sans compter ceux qui se font sans recourir aux médecins.

Quand désinformation sexuelle engendre les grossesses non désirées

Avorter en Tunisie est souvent lié à l'absence d'éducation sexuelle, du moins pour les femmes célibataires. 42% des mères célibataires tombées enceintes accidentellement ne savaient pas qu'il y avait un moyen de contraception, 41% d'entre elles pensaient ne pas pouvoir tomber enceinte, d'autres disaient qu'elles n'utilisaient pas de moyens contraceptifs par gêne et peur

pour leur réputation. Amel Bouchlaka, chercheuse au centre de santé de la reproduction qui a effectué une étude sur “Les grossesses et maternités hors mariage en Tunisie” explique pour sa part que c’est surtout le manque d’éducation sexuelle qui engendre ces grossesses accidentelles qui finissent par être niées. Un droit durement acquis en Tunisie et une fenêtre d’espoir pour les autres sœurs arabes et africaines Le droit d’avorter est un droit durement acquis pour la femme tunisienne, qui dans le passé utilisait des méthodes peu fiables qui pouvaient nuire à l’intégrité physique. Une politique de planning familial encouragée par feu le Président Bourguiba mais qui est paradoxalement aujourd’hui, en perte de vitesse et ou essoufflement. Des salles du planning familial où viennent s’entasser des patientes, jeunes et moins jeunes, mariées ou pas. Qui attendent des heures, chacune avec son arbre de vie, de la copine larguée, à l’épouse, aux travailleuses du sexe, à l’étudiante fauchée ou la femme de ménage violée. Selon une étude réalisée par l’Association tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) cette politique publique qui permettait de résorber la démographie, peine à continuer faute de moyens financiers et de plus en plus de centres ferment leur porte.

Le droit d’avorter gratuitement en Tunisie, serait-il en danger?

Fermer certains centres de planning familial en Tunisie, ne provoquerait il pas des désastres sanitaires à venir? D’une région à l’autre, les disparités sont criantes par ailleurs, en termes d’accès aux moyens contraceptifs, selon les dires du docteur Hayet Labessi, médecin, de l’Office de la Famille et de la Population (ONFP). A côté de cela, il y aurait aussi des pratiques discriminatoires à l’égard des femmes célibataires, venues pour avorter. Pour les femmes mariées, certaines personnes appartenant au corps médical essaieraient de les dissuader, usant d’arguments d’ordre religieux”, avancerait Emma Hassairi de l’ATFD. Mais qu’est-ce que la religion a à faire, puisque rien n’indique dans le Coran que c’est “HARAM”?

Au Maroc les drames continuent avec les avortements illégaux

L’OMS déclare 200 000 avortements par an au Maroc, entre 450 et 600 par jour. On compterait 600 à 800 avortements clandestins par jour selon l’ AMLAC l’Association marocaine de lutte contre l’avortement clandestin présidée par son fondateur le Professeur Chafik Chraïbi.

Pire encore cet acte clandestin serait un business lucratif!

“500 à 600 avortements clandestins par jour sont médicalisés et effectués par des gynécologues, généralistes, chirurgiens, etc. L’acte est très lucratif (1.500 à 10.000 dirhams selon la patiente, la durée de la grossesse et le médecin) mais occasionne du stress et un risque d’incarcération pour le médecin”, précise l’AMLAC. “150 à 200 avortements clandestins sont effectués chaque jour dans des conditions sanitaires catastrophiques par des infirmières, sages-

femmes, kablates, faiseuses d'anges, etc. Le coût est certes moins élevé mais les complications très graves", soulignerait l'association.

La loi marocaine est pourtant claire

L'avortement est illégal et puni de six mois à deux ans de prison et d'une amende de 200 à 500 dirhams, selon l'article 454 du code pénal, sauf s'il est nécessaire pour sauvegarder la santé de la mère et qu'il est ouvertement pratiqué par un médecin ou un chirurgien avec l'autorisation du conjoint. En juin 2016, un projet de loi amendant le code pénal et dont l'une des dispositions concerne l'élargissement du droit à l'avortement a été adopté au conseil de gouvernement mais n'a toujours pas été discuté au sein du Parlement L'avortement serait légal dans trois cas: lorsque la femme est victime de viol ou d'inceste après ouverture d'une enquête judiciaire, lorsqu'elle est atteinte de troubles mentaux (la liste de ces troubles n'a pas encore été définie dans le projet de loi, mais sera établie ultérieurement par le ministère de la Santé après consultation de l'ordre national des médecins), et enfin en cas de malformation fœtale. Là aussi, l'ordre national des médecins devra définir la liste précise des malformations. Par ailleurs, à rappeler que les relations sexuelles hors mariage sont punies d'un mois à un an de prison selon l'article 490 du code pénal.

Cerise sur le gâteau le limogeage du Professeur Chafik Chraïbi

Chafik Chraïbi, président de l'AMLAC (association marocaine de lutte contre l'avortement clandestin) a été démis de ses fonctions de chef de service de la maternité des Orangers, à Rabat. En cause, un reportage réalisé par France 2 sur les avortements clandestins au Maroc, tourné dans son service et dans lequel il témoigne sans langue de bois sur une réalité dramatique dans le pays. Mais dans un Royaume où le clair-obscur est soigneusement entretenu, il est clair que le courage intellectuel et l'engagement du médecin a bien pu heurter une certaine frange du pouvoir bienpensante et ou moralisatrice. Mais c'est avant tout une décision du ministère de la Santé qui a mis fin à ses fonctions.

Que faut-il retenir de tout cela?

Que oui il faudrait, généraliser l'éducation sexuelle, la rendre accessible. Instruire nos enfants, nos adolescents, nos lycéens, sur certaines pratiques. Encourager la contraception. Casser la langue de bois sur la pratique de la sexualité, qui finit par se faire dans des conditions qui peuvent mettre en danger ces futurs adultes. Faire des campagnes de sensibilisations dans les zones rurales, expliquer aux femmes mariées comme aux femmes célibataires, la gravité d'un rapport non protégé, la gravité de nier la vie. Endiguer ces fermetures des centres de planning familial, trouver les financements nécessaires pour continuer à venir en aide aux femmes en détresse. Encourager à garder l'enfant en priorité si c'est faisable, mais accepter le vœu d'avorter si telle est la décision de la patiente, sans jugement religieux ou de valeur. Respecter

le droit de disposer de son corps en toute liberté. Car c'est un droit qui revient à la femme et non à la société. Faire une prise en charge spéciale accompagnée d'un suivi thérapeutique pour toutes les femmes violées, victimes d'inceste, ou mariée prématurément (femmes pré-pubères) etc. Avorter n'est pas anodin, avoir des rapports sexuels est un risque si l'on ne se protège pas, mais accoucher de façon clandestine est un grave problème qui engage la santé et la sécurité humaine. C'est une réalité de nos sociétés, tout comme les rapports non protégés et les rapports hors mariage. Partis de ce constat, il est temps de libéraliser nos politiques et d'arrêter de stigmatiser les femmes tout en les enfermant sous un prisme religieux moralisateur ! Il faut les éduquer, les accompagner et ne pas les laisser aux mains des charlatans ou tout thérapeute cupide. En Europe, ce droit n'est pas acquis pour toutes pour autant, rappelons ces groupes anti-avortement, principalement catholiques qui continuent de manifester contre ce droit et mènent de véritables campagnes de désinformation en ligne pour dissuader des jeunes femmes de recourir à l'avortement. Malgré ces différences au sein de l'UE, les Européennes sont dans l'ensemble protégées ... contrairement à l'Afrique et l'Amérique du Sud, où la majeure partie des pays interdisent formellement l'IVG comme le montre la carte réalisée par Center for Reproductive Rights. MAIS RETENONS SURTOUT QUE dans le monde, 47.000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement clandestin.



03-04-2018

B.H

[realites](#)

### **Il viole sa nièce, son frère (père de la victime) le défend**

Un homme âgé de 40 ans, est accusé d'avoir violé sa nièce, la fille de son frère. La victime est âgée de 11 ans. Les faits se sont produits dans la ville de Mornaguia relevant du gouvernorat de Mannouba. D'après les premiers éléments rapportés par Al-chourouk Online, le père de la victime, plutôt que de prendre la défense de sa fille, a expulsé sa fille et son épouse du domicile familial pour avoir refusé d'abandonner les poursuites judiciaires à l'encontre de l'agresseur, son frère. La mère de la victime a lancé un appel de détresse à l'attention de la ministre de la femme et de l'enfance la priant d'intervenir en vue de sauver sa fille et de sanctionner son violeur. En effet, ce dernier, aurait eu recours à ses connaissances pour faire annuler les poursuites judiciaires à son



04-04-2018

[mosaiquefm](#)

### **OCTT: 5 cas de mort suspecte dans les maisons d'arrêt en 2017**

L'Organisation tunisienne de lutte contre la torture (OCTT) a dévoilé lors d'une conférence de presse tenue ce mercredi 4 avril 2018 que cinq cas de mort suspecte ont été signalés dans les maisons d'arrêt en 2017. Les cinq personnes mortes peuvent être des victimes de torture. L'OCTT a ajouté que 60% de victimes de la torture ont subi des violences pour faire des aveux. 75% de la catégorie de 19 à 39 ans ont vu leurs droits bafoués durant l'arrestation, selon les chiffres recueillis par notre correspondante Saïda Hammai. Mondher Cherni, secrétaire général de l'OCTT a dévoilé que 80% des plaintes sont déposés par des victimes contre ceux



qui n'ont pas respecté leurs droits dans l'étape de l'enquête préliminaire. Il a noté aussi que 35% des dépassements ont lieu dans les postes de police et 32% dans les prison et 24% dans des lieux publics.



04-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

### Tariq Ramadan accusé d'avoir acheté le silence d'une femme

Tariq Ramadan a passé un accord confidentiel avec Majda Bernoussi en 2015, une Belge d'origine marocaine, rapporte ce mercredi 4 avril Mediapart. Selon les informations de Médiapart et du journal belge Le Vif, le théologien suisse a versé une somme de 27.000 euros à cette quadragénaire afin qu'elle cesse ses publications en ligne où elle pointait du doigt le comportement de l'islamologue envers les femmes, faisant état de sa relation avec l'intellectuel et de son « emprise psychologique ». Contre cette somme d'argent, Majda Bernoussi, qui affirme avoir été la maîtresse de l'islamologue pendant cinq ans, jusqu'en 2013, s'était engagée à ne plus mentionner Tariq Ramadan sur Internet, à supprimer ses publications et à ne plus envoyer de « messages injurieux ou menaçants » au théologien ou à ses proches, relaie France info. Si la Belgo-marocaine n'a jamais accusé de viols Tariq Ramadan, elle évoque dans une vidéo que s'est procurée Mediapart une relation « destructrice », qualifiant le théologien de « manipulateur destructeur ». Elle promettait alors de livrer un « véritable combat » contre lui et affirme que plusieurs femmes ont été « piégées ». Pour rappel, Tariq Ramadan, actuellement détenu à la prison de Fleury-Merogis (région parisienne), a été mis en examen début février par la justice française après avoir été accusé de viols par deux femmes fin octobre, tandis qu'une troisième femme a porté plainte début mars. L'accord en question n'a pas encore été versé au dossier judiciaire, précise Médiapart.

### مقالات باللغة العربية



03-04-2018

[alchourouk](http://alchourouk)

### الضحية إستنجدت بوزيري الداخلية والمرأة

#### المرناقية: كهل يغتصب ابنة شقيقه

أقدم كهل في الأربعين من عمره على اغتصاب ابنة شقيقه البالغة من العمر 11 سنة في منطقة المرناقية من ولاية منوبة. وقام والد الضحية بطرد ابنته التي تعرضت للاغتصاب من عمها والدتها لأنها تمسكا بتتبع العم المغتصب. كما ناشدت والدة الضحية وزيرة المرأة لإنقاذ ابنتها وتتبع الجاني الذي استغل نفوذه لإغلاق الملف مطالبة وزير الداخلية بإنصافها.





04-04-2018

[nawaat](http://nawaat)

### الحق في العيش الكريم: رسالة متعايش مع السيدا [فيديو]




رغم إصابته بفيروس نقص المناعة المكتسبة، رفض محدثنا أن يستكين لليأس وأن يمتن كرامته ويستجدي شفقة المجتمع. بقدرات مالية بسيطة، يعمل هذا الأخير منذ سنوات سائقا لسيارة تاكسي جماعي بشكل غير قانوني في ظل حرمانه من رخصة لمزاولة هذه المهنة، تحميه من ابتزاز أعوان شرطة المرور ومن الخطايا المالية التي أثقلت كاهله وفاقت من تردّي ظروفه الإجتماعية. شهادة لمواطن تونسي يُحاول استئلال الحد الأدنى من حياة كريمة في بلد لا يرحم من أصيب بمرض كمرضه.

 <p>04-04-2018</p> <p><a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p>مدنين : السجن 6 أشهر مع تأجيل التنفيذ في حق استاذ متهم بالتحرش بتلميذاته الثلاث</p> <p>أصدرت الدائرة الجناحية بالمحكمة الابتدائية بمدنين اليوم الاربعاء 4 افريل 2018 حكما يقضي بسجن استاذ يدرّس في إحدى معاهد ولاية مدنين ومتهم بالتحرش بثلاث تلميذات بالسجن 6 أشهر مع تأجيل التنفيذ حسب ما أكده مصدر مطلع لمراسل شمس اف ام .</p>
 <p>04-04-2018</p> <p><a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p>77 محكوما بالإعدام في تونس</p> <p>أكد نائب رئيس المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب شكري لطيف في تصريح لموزاييك أن عدد المحكومين بالإعدام في تونس يصل إلى حوالي 77 شخص. وأشار شكري لطيف إلى أن عدد منهم يتعرضون إلى العزل داخل السجن و إلى التعذيب الوحشي خلال عملية الإيقاف . وبين لطيف إلى أن المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب تسعى إلى جانب عدد من المنظمات الحقوقية الأخرى إلى تعليق تنفيذ عقوبة الإعدام رسميا.</p>

**Le 03-04-2018**

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 02-04-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb">huffpostmaghreb</a></p>	<p><b>"La prison est mensongère", l'exposition photographique signée par des prisonniers de Gafsa</b></p> <p><b>24 tableaux signés par 8 prisonniers ont été exposés.</b></p> <p>“La prison est mensongère” est le nom de l’exposition photographique qui a eu lieu le 30 mars à la prison civile de Gafsa. 24 tableaux signés par 8 prisonniers ont été exposés. Ces prisonniers ont été choisis et ont eu droit à quatre mois de formation théorique et pratique pour les initier à l’art de la photographie. Cette initiative, soutenue par la délégation des affaires culturelles de Gafsa, est “une première en Tunisie et dans tout le monde arabe”, a déclaré Ichrak Fattah, cheffe du service des affaires générales et de la réforme à la prison de Gafsa, sur les ondes de Jawhara FM. Les œuvres puisent dans le vécu des prisonniers. Ils dénotent de leur créativité et de leur sensibilité, a souligné Ichrak Fattah. À noter que cette initiative inédite en Tunisie existe dans d’autres pays. En France par exemple l’administration pénitentiaire n’a pas pour unique mission la garde des détenus. Elle est amené à prévenir la récidive et à travailler à l’insertion ou à la réinsertion des prisonniers à travers l’organisation d’activités culturelles, artistiques, sportives, etc. À noter que l’exposition “La prison est mensongère” voyagera dans d’autres délégations du gouvernorat de Gafsa et à la Cité de la culture à Tunis dans le cadre des “Journées des Régions”, a fait savoir Hichem Zidi, commissaire régional à la culture, à la TAP.</p>

 <p>03-04-2018 F.K <a href="#">realites</a></p>	<p><b>Tunis : un nouveau-né abandonné dans la station de métro Barcelone</b></p> <p>Un nouveau-né a été retrouvé le matin de ce lundi 2 avril 2018 à la station de métro Barcelone à Tunis par les unités de la Protection Civile. Le bébé était enveloppé dans une simple couverture. Selon une source sécuritaire citée par Hakaek Online, une enquête a été ouverte et les enregistrements des caméras de surveillance seront étudiés afin de remonter la piste de ceux qui ont déposé le nouveau-né. Ce dernier est dans un état stable et sa santé n'est pas en danger selon la Protection Civile. Il a été transporté, selon la même source, à l'hôpital Wassila Bourguiba où il sera pris en charge par les médecins sur place.</p>
 <p>03-04-2018 <a href="#">mosaïquefm</a></p>	<p><b>Démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic d'être humain</b></p> <p>Les unités des recherches de la direction des frontières et des étrangers ont arrêté un homme étranger, chef d'un réseau spécialisé dans le trafic d'être humain, ce mardi 3 avril 2018. Le gang composé de plusieurs individus africains installés en Tunisie est soupçonné d'exploiter des femmes en tant que femmes de ménage, serveuses dans les restaurants et boîtes de nuit, contre une commission sur leur salaire. Ces femmes sont logées par ce gang dans une maison dans la banlieue de Tunis. Le parquet a ordonné la mise en garde à vue du groupe, conformément à la loi de 2016, interdisant le trafic d'être humain.</p>
 <p>03-04-2018 <a href="#">shemsfm</a></p>	<p><b>Levée du sit-in observé au siège de la LTDH par d'anciens étudiants fichés par la police</b></p> <p>La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH) a annoncé, lundi, la levée du sit-in entamé depuis trois jours par d'anciens étudiants fichés par la police au siège centrale de la ligue pour revendiquer leur recrutement dans la fonction publique. La fin de ce mouvement de protestation intervient suite à un accord convenu entre les deux parties en vertu duquel la LTDH s'engage à poursuivre les négociations avec le gouvernement afin de trouver une solution à leur dossier à travers leur affectation à la fonction publique conformément à l'accord du 18 janvier 2016. Selon la LTDH, les fichés par la police sont les victimes d'une politique injuste, appelant l'Etat à assumer sa pleine responsabilité et de réparer l'injustice qu'ils ont subie puisqu'ils ont longtemps souffert, selon la ligue, "d'exclusion intellectuelle, associative et juridique". La porte-parole officiel du sit-in, Amina Ben Omar a déclaré à la TAP que le mouvement de protestation vise à faire pression afin de mettre en œuvre l'accord du 18 janvier 2018, soulignant que le sit-in a atteint son objectif puisque les protestataires ont pu obtenir le soutien de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Ben Omar a ajouté que la LTDH a demandé une réunion avec le porte-parole officiel du gouvernement, Iyad Dahmani, faisant savoir que ce mouvement de protestation intervient après environ un an et demi des séances d'audition tenues avec le gouvernement. Elle a ajouté que la levée du sit-in est survenue à la demande de la LTDH d'évacuer son siège central afin d'empêcher la perturbation de ses activités, rappelant que l'union générale tunisienne du travail (UGTT)</p>

soutient le dossier des fichés par la police. La porte-parole a déclaré que les fichés par la police vont commencer une série de mouvements de protestation pour exiger l'activation de l'accord du 18 janvier 2016, appelant à rendre justice à cette catégorie qui a milité contre la dictature et le despotisme.

### مقالات باللغة العربية

#### خليفة الشيباني: لن يفلت أحد من العدالة إذا ثبت تورطه في حادثة وفاة عمر العبيدي



03-04-2018

[alchourouk](http://alchourouk.com)

أكد الناطق الرسمي باسم وزارة الداخلية خليفة الشيباني أنه لن يفلت أحد من العقاب والعدالة في صورة تورطه في حادثة مقتل محب النادي الإفريقي عمر العبيدي. وقال خليفة الشيباني " مثل هذه الحوادث لا تشرف وزارة الداخلية"، مضيفا " لن يفلت أحد من العدالة". وتابع خليفة الشيباني " تعازيا الحارة لنوي الفقيد عمر العبيدي".

#### وزير الشؤون الدينية السابق: هناك أئمة تورطوا في دمج الشباب



02-04-2018

جواهر المساكني

[hakaekonline](http://hakaekonline.com)

نفى وزير الشؤون الدينية السابق محمد خليل اليوم الإثنين 2 أبريل 2018، علمه بمشروع "اليد في اليد لمكافحة التطرف والإرهاب" الذي طرحه مركز دراسة الإسلام والديمقراطية عندما كان على رأس الوزارة سنة 2016. وقال محمد خليل في تصريح لحقائق أون لاين، إنه لم يتواصل طيلة ترؤسه وزارة الشؤون الدينية مع مركز دراسة الإسلام والديمقراطية معتبرا أن "المسألة الدينية خطيرة ومتشعبة ولا يمكن منح الثقة في أي طرف للتعامل معه في ملف مكافحة التطرف والإرهاب"، وذلك في رده على تصريح رئيس مركز دراسة الإسلام والديمقراطية لحقائق أون لاين. وفي تصريح سابق لحقائق أون لاين، قال رئيس مركز دراسة الإسلام والديمقراطية رضوان المصمودي أنه وقع العمل مع وزارة الشؤون الدينية منذ قرابة 3 سنوات على مشروع "اليد في اليد لمكافحة التطرف والإرهاب" الذي يهدف إلى مكافحة التطرف والإرهاب وتعزيز دور الفاعلين الدينيين المحليين (الأئمة) في التصدي لظاهرة التطرف العنيف وتكوينهم على مستوى التواصل وحل النزاعات، مشيرا إلى وجود نية للتوجه للسجون مستقبلا في إطار المشروع ذاته. ومن جانبه قال وزير الشؤون الدينية السابق إن "هناك بعضا من الأئمة تورطوا في دمج الشباب التونسيين واستقطابهم كما كان لهم دور في شبكات التسفير إلى بؤر التوتر"، مبينا "أن هناك أئمة يحتاجون اليوم للتأطير والرّسكلة". كما اعتبر محمد خليل "أن مدخل السجون هدف الكثير ممن يدعون المعرفة الدينية"، موضحا أنه ليس من السهل التعامل مع الإرهابيين القابعين بالسجون أو من السهل اقناعهم. كما شدّد محدثنا على ضرورة الفصل بين وزارة الشؤون الدينية والجمعيات ذات الطابع الديني، مؤكدا أن تكوين الأئمة على الخطاب المعتدل دور الوزارة المطلق ولا يجب لأي طرف التّدخل فيه. ويذكر أن محمد خليل كان وزيرا للشؤون الدينية في حكومة الحبيب الصيد سنة 2016 بعد إقالة عثمان بطيخ.



03-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

#### مروان العباسي: التمويل الإسلامي في تونس لا يتجاوز 5%

أكد محافظ البنك المركزي التونسي مروان العباسي اليوم الثلاثاء 03 أبريل 2018، أن التمويل الإسلامي بقي في مستويات محتشمة في تونس إذ لا تتجاوز نسبته 5 بالمائة من مجمل التمويلات، التي تعتمد عليها البلاد. ولاحظ العباسي على هامش ندوة خصّصت لدور الأسواق الرأسمالية الإسلامية في تحقيق التنمية المستدامة، إمكانية تطوّر الصيرفة الإسلامية في البلاد مؤكدا أهمية دورها في دفع الاقتصاد الوطني. ولفت بالمناسبة، إلى سعي الدولة منذ سنة 2013 لإستكمال تهيئة الأرضية المناسبة وإرساء التشريعات الكفيلة بتطوير هذا الصنف من التمويل. وأشار المحافظ إلى تطوّر الإقتصاد الوطني، خلال الثلاثي الأول من سنة 2018، تبعا للنمو المسجل في الصناعات المعملية وتحسن مؤشرات قطاعي السياحة والفلاحة خاصة

في ظلّ توقُّع تزايد الحجزات وحجم الصادرات من زيت الزيتون. واعتبر مروان العباسي أنّ تدخّل البنك المركزي كان معقولا وضرورياً في الفترة الأخيرة بعد ارتفاع نسبة التضخم إلى مستوى 1,7 بالمائة موفى فيفري 2018، مشيراً إلى أنّ تنامي الإقبال على المواد المستوردة والإجراءات الجديدة، التي أقرّها قانون المالية لسنة 2018، ساهما إلى حد كبير في ارتفاع معدّل التضخّم.

#### بن غربية: لا اختلاف حول حرمة المعطيات الشخصية




03-04-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

أكد وزير العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الإنسان مهدي بن غربية انفتاح الوزارة على كل المقترحات التي تطرحها الأحزاب في إطار المسار التشاركي لإعداد مشروع القانون الأساسي المتعلق بتنظيم الأحزاب السياسية وتمويلها. وأضاف الوزير خلال جلسة عمل جمعته صباح اليوم بالعاصمة بممثلي الأحزاب السياسية أن الهدف الأساسي من اللقاءات الاستشارية التي أقرتها الحكومة في هذا المجال يتمثل في وضع قانون جديد يعوض المرسوم عدد 87 لسنة 2011 ويضع كل الأحزاب على نفس المسافة وبحظوظ متساوية للمنافسة الشريفة ويستجيب خصوصا لمبادئ الثورة المبنية على الحرية والديمقراطية والشفافية والمحاسبة. وشرح الوزير أنه بدخول الدستور التونسي الجديد لسنة 2014 حيز التطبيق، أصبح المرسوم 87 منقوصا وغير متلائم مع بعض الأحكام الدستورية وكان من الضروري وضع إطار قانون جديد يعزز حرية الممارسة السياسية ويبسط الإجراءات ويجنب الأحزاب التعقيدات والبيروقراطية الإدارية التي يمكن أن تعوقها في أنشطتها وبين المهدي بن غربية أن مشروع قانون تنظيم الأحزاب وتمويلها يكرس مبدأ الشفافية من خلال دعوة كل الأحزاب لاحترام اجبارية نشر كل المعطيات التي تهم الرأي العام على المنصة الالكترونية المزمع احداثها للغرض مثل التمويلات والتنقيحات والتقارير المالية، مؤكدا أن "المعطيات الشخصية لن تدرج على هذه المنصة الرقمية ولا اختلاف حول حرمتها" وفق تعبيره. وأضاف أن مشروع هذا القانون بني على مبدئي المسؤولية والمحاسبة من خلال وضع مجموعة من العقوبات تحت رقابة القضاء تعتمد على منع التمويل غير القانوني وتسليط مخالفات بمقدار الأموال والهيئات والمساعدات المتحصل عليها بطريقة غير قانونية. وذكر المهدي بن غربية أن الوزارة تولت تنظيم أربع استشارات حول مشروع هذا القانون ما بين شهري نوفمبر 2017 ومارس 2018 واعتمدت مسارا استشاريا تدرجت فيه من مناقشة المبادئ العامة للقانون مرورا بتأسيس وتسيير وتمويل الأحزاب وصولا إلى ابداء الرأي في مسودة مشروع القانون برمته. ويتضمن مشروع القانون الأساسي المتعلق بتنظيم الأحزاب السياسية وتمويلها المنشور على بوابة رئاسة الحكومة 06 أبواب و 69 فصلا. يذكر أن عدد الأحزاب قد تطور في تونس من 09 أحزاب قبل الثورة إلى 211 حزبا في موفى مارس 2018 .

**Le 02-04-2018**

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News .com.tn 02-04-2018 Sarrah HLAOUI <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<b>Salah Zeghidi : Un homme libre et farouche défenseur de la laïcité</b> Salah Zeghidi, l'une des figures emblématiques de la Gauche tunisienne n'est plus. Telle fût la nouvelle qui a affecté les milieux politiques, syndicaux et médiatiques ainsi que les nombreuses personnes qui l'ont connu de près ou de loin. Farouche défenseur de la laïcité et des droits de l'Homme, Salah Zeghidi nous a quittés en ce lundi 2 avril 2018, laissant derrière lui un parcours digne des plus grands militants. « Papa s'en est allé, entouré et aimé des siens mais aussi de vous toutes et tous. Gardez en mémoire son beau sourire et sa passion pour la vie ». C'est en ces termes que l'annonce du décès a été faite par sa fille Meriem Zeghidi Adda.

Ces propos pleins de vie, d'espoir et de générosité, ne peuvent être qu'à l'image de Salah Zeghidi. Ce militant de la Gauche depuis les années 60, a passé toute vie à défendre les nobles causes d'ordre social et humanitaire jusqu'à ses derniers jours. Il a été emprisonné en 1968 à cause de ses actions militantes dans le cadre du mouvement Perspectives, puis libéré en 1970 à la suite de l'échec de l'expérience coopérative en Tunisie ayant poussé le président Bourguiba à une autocritique et une remise en cause du régime qui s'est traduite par une certaine ouverture. Il fût, également, un syndicaliste hors pair à l'UGTT, où il a contribué à la fondation de la Fédération générale des banques et des établissements financiers. Les agents du secteur bancaire et financier ont réussi à obtenir plusieurs avantages professionnels pendant qu'il était secrétaire général de la Fédération. Hormis ses activités politiques et syndicales, le défunt était un fervent défenseur des droits de l'Homme. Il faisait partie du comité directeur de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH). Il combattait, bec et ongles, les libertés et les droits de l'Homme ainsi que les valeurs de la République et de la laïcité. Il menait sa lutte au quotidien et contribuait de manière significative au sein de la société civile. Il aspirait à une société laïque, moderniste et progressiste loin de l'obscurantisme, de l'extrémisme et du terrorisme. A cet effet, il fût le fondateur de l'Association pour la défense de la neutralité de l'administration et des mosquées et secrétaire général de l'association SOS terrorisme. Des associations à travers lesquelles il a tenté de véhiculer les notions et les bases d'une société moderne et tolérante ainsi que sa perception d'un Etat indépendant de tous les tiraillements idéologiques. A vrai dire le défunt ne ratait aucune occasion pour se positionner au premier plan des militants des causes qui lui semblaient justes. Ainsi, on a pu le voir parmi les manifestants lors de la marche nationale pour l'égalité de l'héritage qui a eu lieu le 10 mars 2018. Une position qui ne lui est pas étrange, vu son parcours et ses penchants politiques et idéologiques. Quelques jours plus tard, plus précisément le 22 mars 2018, il fût victime d'une attaque vasculo-cérébrale qui avait nécessité son transfert vers une clinique de la place. Un élan de solidarité a vu le jour, depuis, sur les réseaux sociaux et plusieurs internautes se sont associés à la famille pour le soutenir dans l'épreuve qu'il traversait. Mais la mort a été plus rapide, et Salah Zeghidi nous quitte à l'âge de 77 ans. Sitôt annoncée, la nouvelle du décès a envahi les réseaux sociaux avec la multiplication des statuts et des posts pour rendre hommage au défunt et présenter les condoléances aux membres de sa famille, plus particulièrement à ses enfants, Meriem et notre confrère, Mourad Zeghidi. La tristesse et la compassion se mêlaient dans des propos imprégnés de regrets et de mise en relief des qualités du disparu dans sa longue lutte pour les libertés individuelles et celles d'opinion auxquelles il croyait dur comme fer. Les hommages ont été nombreux, tout le long de la journée dont celui rendu public sous forme de tribune par Hend Belhajali (Hend Yahia Yahia) et édité sur le site de l'Institut tunisien des relations internationales, (ITRI) où elle retrace les différentes étapes du parcours militant du disparu. L'auteur de ce bref récapitulatif indique, à la fin de sa tribune, que « le travail de mémoire ne



fait que commencer, maintenant, j'ai promis à Salah de le faire et je vais continuer inshallah... ».

Le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), dans un communiqué rendu public, aussitôt la triste nouvelle annoncée, l'a qualifié de « militant, défenseur des droits de l'Homme et syndicaliste » et présente les condoléances à toutes les forces civiles et progressistes en Tunisie. « Am Salah était un militant infatigable qui n'a cessé de défendre les droits et les libertés ainsi que le projet de l'Etat de la citoyenneté. Et avec son départ définitif, le SNJT perd un ami qui a participé à toutes les étapes de militantisme pour faire prévaloir les droits, l'indépendance et la liberté de la presse parce qu'il croyait fermement en la capacité du quatrième pouvoir dont il était l'un des principaux symboles », lit-on en substance dans ledit communiqué signé par le président de syndicat, Néji Bghouri. L'UGTT, la LTDH, les partis de gauche, les acteurs de la société civile, jeunes et compagnons de route, ont tous rendu un poignant hommage à l'homme et au fervent militant. Le défunt contribuait par sa plume sur les colonnes de Business News. Parmi ses tribunes, on citera :

-M. Chahed, c'est de crédibilité qu'il s'agit !

-Il y a 8 ans, Ennahdha ouvrait la brèche !

-J'accuse...

Autant d'hommages et de témoignages exprimés à Salah Zeghidi, défenseur acharné des libertés malgré les injustices subies tout le long de sa vie démontrant qu'il ne recule pas face à la répression, ce qui lui a permis de vivre libre et de mourir libre en menant un combat sans répit pour ses idéaux, devenus, en partie, réalité.

**RÉALITÉS**  
MEDIAS INDÉPENDANTS - KAZÉ EN L'ÉTÉ *Officiel*

02-04-2018

B.H

[realites](#)

### **L'affaire de la piscine, une plaisanterie politique?**

Dans un post publié sur sa page officielle Facebook, le blogueur Taoufik Ghodhbani, a adressé une lettre d'excuse à la mère de la députée Sabrine Goubantini tout en avouant que l'affaire de la piscine, était montée à la demande de plusieurs parties. « En ce qui concerne la fameuse affaire de la piscine, je témoigne que l'incident était monté et n'avait aucun lien avec la réalité. L'information était satirique et son diffuseur, voulait en faire une « blague politique » », lit-on dans ce post. Les aveux du blogueur, soulignons-le, interviennent suite à la réaction de la mère de la députée Sabrine Goubantini aux photos diffusée de Samia Abou. « Après la compassion exprimée avec la députée Samia Abou, votre refus d'utiliser la vie privée pour attaquer les adversaires comme d'autres l'ont fait, votre revendication de séparer la vie privée de la vie politique et votre considération pour ce que le membre de l'ATCE, Hamida Ben Jomaa, a fait pour défendre la vie privée d'un adversaire politique et les excuses que vous avez exigé à mes troupes à l'égard de votre fille, je témoigne de ce qui suit [...] », a-t-il écrit avant d'enchaîner avec ses aveux pré-cités. Rappelons que le tribunal de première instance de Médenine avait prononcé récemment un non lieu en faveur des deux accusés dans le cadre de l'affaire

d'agression de la députée Sabrina Goubantini et son compagnon un certain 4 septembre 2016 dans l'un des hôtels de Djerba. Rappelons également que Sabrina Goubantini avait accusé le gardien de l'hôtel de l'avoir agressée verbalement. Toutefois, le gardien a de son coté nié avoir agressé la jeune députée précisant que cette dernière l'a accusé d'agression, pour lui avoir interdit de faire entrer son ami, non-résidant, à l'hôtel.



02-04-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm)

### Deux protestataires de Tataouine, devant la brigade anticriminelle

D'après notre correspondant à Tataouine, Habib Chaâbani, deux protestataires dont le porte-parole des jeunes d'El Kamour, qui ont été arrêtés lors des événements produits dans la nuit de dimanche à lundi 2 avril 2018, ont été emmenés à Tunis pour comparaître devant la brigade anticriminelle de Gorjani. Rappelons que les forces de l'ordre sont intervenues vers 1h00 du matin de ce lundi pour rouvrir la route reliant Tataouine et Médenine, qui avait été bloquée par des protestataires.



02-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

### L'association "Voix de femmes" dénonce l'agression verbale à l'encontre de Samia Abbou

L'association "Voix de femmes" a dénoncé l'agression verbale qui a ciblé la députée Samia Abbou lors d'une séance plénière tenue à l'assemblée des représentants du peuple (ARP) le 25 mars 2018 et sur les réseaux sociaux, appelant à lui présenter des excuses. Dans un communiqué publié récemment, l'association a estimé que de tels agissements sont inacceptables au sein d'un parlement qui a adopté la loi organique sur l'élimination de la violence faite aux femmes en août 2017, soulignant que cela pourrait dissuader les femmes à participer à la vie politique. L'association a, en outre, appelé la présidence du parlement et ses membres à présenter leurs excuses à la députée Samia Abbou et à s'engager à ne plus permettre de telles violations pour garantir le respect de la constitution et des conventions internationales ratifiées par la Tunisie dans les domaines des droits de l'homme en général et des droits des femmes en particulier. A noter que la séance plénière tenue du 24 au 26 mars dernier pour examiner la demande de l'instance vérité et dignité de prolonger son mandat d'une année a été marquée par la hausse des tensions entre les députés. Le député Hassan Amari, du mouvement Nidaa Tounes avait adressé des accusations à la députée du courant démocratique Samia Abbou portant atteinte à sa dignité.

### مقالات باللغة العربية



02-04-2018

عبد الكريم السلطاني

[alchourouk](http://alchourouk)

### إيقاف 3 تلاميذ بتهمة استهلاك الزطلة

تمكنت مساء يوم الجمعة 30 مارس 2018 فرقة الشرطة العدلية بجنوبية من إيقاف ثلاثة تلاميذ يدرسون باحدى المدارس الاعدادية ببوسالم في حوزتهم قطع من مادة الزطلة معدة للاستهلاك و بعد ايفافهم و التحري معهم اعترفوا باقتنائها من مروجين من منطقة الريابنة معتمدية بوسالم و دلوا عليهم . وبعد استشارة النيابة العمومية للمحكمة الابتدائية بجنوبية تنقلت

دورية تابعة لفرقة الشرطة العدلية بجندوبة نحو منطقة الريابنة أين تم نصب كمين بعد أن استعمل الأعوان كلمات سر للايقاع بالمروجين وهي كلمات كان يستعملها المروجون و حرفاتهم و هي « أش حوالها إيجا ظل عليها » و « متواجد بجانب المدرسة الابتدائية الريابنة » و هو ما مكن من القبض على المروجين و إيقافهما و حجز نصف صفيحة زطلة و قطع زطلة معدة للترويج و الاستهلاك و سكين قص و أوراق لف و مبلغ مالي متأتى من عملية البيع و هواف جواله و مازالت الأبحاث متواصلة قبل إحالة الأنفار الخمسة على أنظار القضاء بتهمة مسك و استهلاك الزطلة بالنسبة للتلاميذ الثلاثة و الترويج بالنسبة للمروجين .

### صالح الزغدي: مسيرة نضالية طويلة من أجل الحرية والديمقراطية والتعددية

**حكايات**  
أون لاين

02-04-2018

[hakaekonline](http://hakaekonline)

توفي اليوم الاثنين 2 أبريل 2018، المناضل اليساري التونسي صالح الزغدي بعد تعرّضه مؤخرا إلى وعكة صحية حادة مكث على إثرها أكثر من اسبوعين في إحدى مصحات العاصمة. وولد الزغدي في منتصف الاربعينيات بمعتمدية جبنيانة، حيث درس في المدرسة الابتدائية العربية الفرنسية ثم في المعهد الثانوي بسوسة ثم بجامعة السربون بفرنسا شعبة الاداب العصرية. وعرف بنضاله من أجل الحرية والديمقراطية والتعددية منذ سنوات شبابه الأولى، حيث دافع عن حق الاختلاف وعن القضايا الوطنية والعربية والانسانية عموما وضد الاستعمار والامبريالية. وانتمى الى حركة آفاق منذ تأسيسها ونشط فيها بشكل بارز من خلال التحاليل والدراسات، لا سيما في نقدها لتجربة التعاضد والحكم الفردي وكذلك من خلال المظاهرات والتحركات التي نظمها أو شاركت فيها بداية من الاحتجاجات التي أعقبت حرب جوان 1967 أو زيارة وزير الخارجية الامريكي ويليام روجرس إلى تونس في مارس 1986. حوكم ضمن مجموعة آفاق الاولى وسجن في برج الرومي، ثم انضم الى الحزب الشيوعي التونسي وناضل في صفوفه سنوات طويلة ثم غادره ليظل مستقلا بعيدا عن أي انتماء حزبي. انتدب صالح الزغدي للعمل كإطار سام في ما كان يسمى “بنك تمويل المؤسسات التونسية” (BDET)، وأمن بضرورة العمل النقابي المستقل، حيث أسس نقابة لأعوان البنك المذكور مما ساعده على الارتقاء إلى عضوية جامعة البنوك والتامين في اتحاد الشغل، أين لعب دورا حاسما في إنشاء العقد المشترك للقطاع والتفاوض من أجل تحسين ظروف عمل الموظفين فيه وتحصيل الكثير من المكاسب لفائدتهم. كما لعب دورا بارزا في هيكل تم إنشاؤه عقب أحداث 26 جانفي 1978 سمي (l’intersyndicale)، واهتم بالدفاع عن القيادة الشرعية لاتحاد الشغل التي وقع الزج بها في السجن، وحصد التأييد الداخلي والخارجي لها. أصبح الزغدي كاتبا عاما لجامعة البنوك سنة 1980، وبالتالي عضوا بالهيئة الإدارية لاتحاد الشغل، حيث كان صوته عاليا حتى ضد الزعيم الحبيب عاشور الذي دافع عنه قبل ذلك سواء لما كان في السجن أو لما منع من الترشح في مؤتمر قفصة 1981. وبعد مغادرته المسؤولية النقابية، نشط صالح الزغدي في مختلف هيكل الاتحاد وعدد من المنظمات النقابية الدولية بالمشاركة في التكوين النقابي والتثقيف العمالي. ونشط بشكل خاص في المجتمع المدني من خلال رابطة حقوق الانسان وغيرها مدافعا عن جميع الحقوق السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية. لم تنشر لائحة أو عريضة للامضاء أو مسيرة أو مظاهرة إلا وكان صالح الزغدي طرفا بارزا فيها إذا لم يكن هو صاحبها أو مطلقها، ومما يُذكر له على سبيل المثال لا الحصر، أنه أمضى عريضة عارض بموجبها حكم الاعدام على الشيخ راشد الغنوشي سنة 1987. رحم الله المناضل الكبير صالح الزغدي ورزق أهله وذويه وأصدقائه جميل الصبر والسلوان.

### السعودية تعاقب من يتجسسون على هواتف شركاء حياتهم بالسجن



02-04-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

أصبح تجسس أحد الزوجين على هاتف شريك حياته في السعودية جريمة يعاقب عليها بغرامة كبيرة وبالسجن لفترة قد تصل إلى عام بموجب قانون جديد يهدف إلى حماية أخلاقيات الأفراد والمجتمع وحماية الخصوصية. وستطبق العقوبة على الزوج أو الزوجة في المملكة المحافظة وفقا لبيان أصدرته وزارة الثقافة في وقت متأخر من مساء يوم الاثنين. ويجعل القانون الجديد الذي يأتي ضمن لائحة نظام الجرائم المعلوماتية من التجسس أو الحصول على معلومات نقلت عن طريق شبكة معلومات أو جهاز كمبيوتر دون إذن قانوني جريمة. ويفرض غرامة تصل إلى 500 ألف ريال سعودي (133 ألف دولار)

أو السجن أو كليهما. وقالت الوزارة إن مواقع التواصل الاجتماعي تسببت في زيادة مطردة في الجرائم الإلكترونية مثل الابتزاز والاحتيال والقتل بالإضافة اختراق حسابات الآخرين. ويجرم قانون مماثل في الإمارات العربية المجاورة الممارسة نفسها ويحدد العقوبة بالسجن ثلاثة أشهر والغرامة ثلاثة آلاف درهم إماراتي (817 دولارا). عليها بغرامة كبيرة وبالسجن لفترة قد تصل إلى عام بموجب قانون جديد يهدف إلى حماية أخلاقيات الأفراد والمجتمع وحماية الخصوصية.

#### فض اعتصام المفوزين أمنيا بمقر رابطة حقوق الإنسان

أعلنت رابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان، التوصل إلى اتفاق مع مجموعة المفوزين أمنيا الذين ينفذون، منذ ثلاثة أيام اعتصاما بمقرها المركزي، يقضي بفض هذا الاعتصام على أن تتعهد الرابطة، في المقابل، بالتفاوض مع الطرف الحكومي حول ملفهم. واعتبرت الرابطة، أن المفوزين أمنيا هم ضحايا سياسة ظالمة سلطت عليهم، داعية الدولة الى تحمل كامل مسؤولياتها في رفع الظلم عن هذه الفئة الاجتماعية باعتبارها عانت " الاستبعاد الفكري والنقابي والحقوقي."



02-04-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)